

DENIS CHAILLOU

Commissaire aux Comptes

*Membre de la Compagnie
Des Commissaires aux Comptes de Paris*

*147 avenue Henri Barbusse
91210 DRAVEIL*

ASSOCIATION C3 CFA

101 rue Fontaine Grelot

92160 ANTONY

=====

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**SUR LES COMPTES ANNUELS
DE L'EXERCICE CLOS**

LE 31 DECEMBRE 2021

=====

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
(Exercice clos le 31 décembre 2021)

Mesdames,
Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association C3 CFA relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés le 12 mai 2022 par le conseil d'administration, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée à la Covid 19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir.

Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du comité directeur et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée à la Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.


Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Draveil, le 28 Septembre 2022

DENIS CHAILLOU

Commissaire aux Comptes



ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Draveil, le 28 Septembre 2022

DENIS CHAILLOU

Commissaire aux Comptes





QUANTIN & LACOUR
AUDIT - CONSEIL

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2021	Net au 31/12/2020
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	50 744	41 715	9 029	15 225
Droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles	32 500	16 295	16 205	27 039
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	165 741	10 094	155 647	156 325
Constructions	3 132 407	1 155 129	1 977 278	2 081 808
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 064 569	939 357	125 213	146 483
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées aux participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	8 646		8 646	8 646
Prêts	2 500		2 500	
Autres immobilisations financières	84		84	84
Total I	4 457 191	2 162 589	2 294 602	2 435 611
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	450		450	
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	1 272 776		1 272 776	1 121 909
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	20 597		20 597	19 472
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	815 350		815 350	609 047
Charges constatées d'avance	77 522		77 522	22 063
Total II	2 186 695		2 186 695	1 772 492
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 643 886	2 162 589	4 481 297	4 208 102

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE



QUANTIN & LACOUR
AUDIT - CONSEIL

Bilan actif

Legs nets à réaliser :

acceptés par les organes statutairements compétents
autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre :

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE



QUANTIN & LACOUR
AUDIT - CONSEIL

Bilan passif

	au 31/12/2021	au 31/12/2020
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Première situation nette établie</i>		
<i>Fonds statutaires</i>		
<i>Dotations non consommables</i>		
<i>Autres fonds propres</i>		
Fonds propres avec droit de reprise		
<i>Fonds statutaires</i>		
<i>Autres fonds propres</i>		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>		
<i>Autres réserves</i>		
Report à nouveau	400 764	163 345
Excédent ou déficit de l'exercice	401 666	237 418
Situation nette (sous-total)	802 430	400 764
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 634 752	1 749 817
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
Total I	2 437 182	2 150 580
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	40 000	180 000
Provisions pour charges	26 913	24 389
Total III	66 913	204 389
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	479 428	582 175
Emprunts et dettes financières diverses	2 355	2 214
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	410 727	214 744
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 030 621	983 123
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	24 430	40 645
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	29 641	30 233
Total IV	1 977 202	1 853 133
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 481 297	4 208 102

CERTIFIE
RÉGULIER ET SINCÈRE



QUANTIN & LACOUR
AUDIT - CONSEIL

Bilan passif

(1) Dont à plus d'un an (a)	479 305
Dont à moins d'un an (a)	1 497 897
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	123
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE



QUANTIN & LACOUR
AUDIT - CONSEIL

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2021	Exercice N-1 31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	51 960	
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de biens</i>		
Dont ventes de dons en nature		
<i>Ventes de prestations de services</i>	2 160 355	2 018 994
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	13 199	104 091
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>		
Dont Dons manuels		
Dont Mécénats		
Dont Legs, donations et assurances-vie		
<i>Contributions financières</i>		67 000
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	399 267	74 201
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	233	84 554
Total I	2 625 015	2 348 840
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation des stocks		
Autres achats et charges externes	742 421	598 668
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	53 180	72 358
Salaires et traitements	794 641	851 623
Charges sociales	333 724	366 512
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	161 841	194 137
Dotations aux provisions	42 524	42 045
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	31 362	130 571
Total II	2 159 693	2 255 913
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	465 322	92 926
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	294	
Autres intérêts et produits assimilés	479	775
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	774	775
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	12 196	6 896
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	12 196	6 896

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE



QUANTIN & LACOUR
AUDIT - CONSEIL

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2021	Exercice N-1 31/12/2020
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-11 422	-6 121

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2021	Exercice N-1 31/12/2020
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	453 900	86 806
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	115 065	157 452
Total V	115 065	157 452
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	167 298	6 839
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	167 298	6 839
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-52 234	150 613
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I+III+V)	2 740 853	2 507 067
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 339 187	2 269 649
EXCEDENT OU DEFICIT	401 666	237 418

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Total		

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : C3 CFA ASSOCIATION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021, dont le total est de 4 481 297 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 401 666 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 12/05/2022 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2021 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Présentation de l'Association

Rappel du contexte :

La création de C3 CFA et l'ouverture du CFA C3 (Institut Supérieur Francilien des Métiers de la Vente, du Commerce, du Management et de la Gestion des Entreprises) en juin 2005 est la résultante d'une démarche entrepreneuriale liée à une réalité économique et sociale, humaine et éducative en Région Ile de France.

C3 CFA s'inscrit durablement dans l'action et les valeurs de l'Économie Sociale et Solidaire.

Le CFA C3, a pour vocation de former des apprentis aux études supérieures dans les métiers de la Vente et du Commerce et du Management et la Gestion des entreprises et de développer 3 marqueurs :

- L'esprit entrepreneurial
- La culture citoyenne
- L'art de la communication et de la négociation.

Historiquement, les premiers diplômes dispensés par C3 CFA sont les BTS Management des Unités Commerciales et BTS Assistant de Gestion PMI/PME.

Un avenant a été signé avec la Région en vue de créer en septembre 2008 des sections en BTS Négociation Relation Client, permettant ainsi de compléter l'offre de formation en filière Vente/Commerce.

Un nouvel avenant a été signé en octobre 2009, pour la rentrée 2010, afin d'ouvrir des sections en BTS Assistant de Manager, un BTS NRC appliqué à l'assurance, et la création d'une Unité de Formation en Apprentissage délivrant un titre informatique de niveau 6 (Responsable d'étude et développement du système d'information) devenu par la suite un titre de niveau 7. Puis en 2010, un BTS Management des Unités Commerciales en 3 ans pour les sportifs pratiquant le haut niveau.

A la rentrée 2016, une classe de Responsable Marketing Opérationnel (titre de niveau 6) a ouvert ainsi qu'une section en rentrée décalée pour le même diplôme (février 2017).

Pour la rentrée 2017, une section de Dirigeant Manager opérationnel d'Entreprise (titre de niveau 7) est mise en place.

En 2019, C3 CFA est devenu UFA du CFA AFI24 pour une classe de Responsable Opérationnel d'Unité, certification de niveau 6 de GEM.



QUANTIN & LACOUR
AUDIT - CONSEIL

Règles et méthodes comptables

La convention quinquennale avec la Région Ile de France a été renouvelée pour cinq nouvelles années à compter du 1er janvier 2010, puis prorogée de 18 mois le 1er janvier 2015.

Une nouvelle convention quinquennale a été signée au 1er janvier 2016. Elle est remplacée au 1er janvier 2017 par un contrat de performance avec la mise en place d'un plan d'actions quinquennal et un dialogue annuel de gestion.

La réforme du 5 septembre 2018 a été effective au 1er janvier 2020 et a changé le mode de fonctionnement de l'apprentissage, ainsi que son financement.

Afin de poursuivre un développement pérenne efficace et efficient, un contrat qualité a été signé avec la Région en 2009. Sa mise en place effective a commencé en 2010. L'équipe des permanents du CFA a été renforcée pour atteindre ces nouveaux objectifs ainsi que des investissements significatifs pour améliorer la qualité de fonctionnement.

Grâce à cette démarche, C3 CFA a été certifié en 2013 NF Service 214 et confirmé en 2014 pour trois ans.

Un audit de surveillance a à nouveau eu lieu 25 AVRIL 2019 et a permis le renouvellement de ce certificat pour une nouvelle période de 3 années. C3 CFA est par ailleurs le premier qualifié ISQ OPQF le 27 JUIN 2018.

En octobre 2019, afin de répondre aux attendus de la réforme loi avenir de 2018, C3 CFA a décidé de s'engager rapidement dans la certification Qualiopi et a été certifié en juillet 2020.

Le groupe C3 ayant opéré une structuration de ses activités, C3 CFA ne fait à la rentrée 2020/2021 plus des BTS en apprentissage.

Principes, règles et méthodes comptables

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

a) Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

L'option choisie pour l'affectation du bâtiment lors de l'acquisition, implique que l'organisme de gestion inscrive une quote-part de 30 % de la valeur des locaux à l'actif de son bilan.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation prévue.

Bâtiment : 30 ans

Installations, aménagements et agencements : 3 à 20 ans

Concessions, droits similaires et autres immobilisations incorporelles : 3 ans

Matériel de bureau et informatique : 3 à 10 ans

Mobilier : 3 à 5 ans

b) Stocks

Le CFA ne dispose d'aucun stock à la clôture de l'exercice

c) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

d) Provisions réglementées

Règles et méthodes comptables

Aucune provision réglementée ne figure au bilan à la clôture de l'exercice.

e) Charges et produits imputables à un autre exercice

L'entreprise constate en charges ou produits constatés d'avance, toute prestation de services ou livraison de biens ayant pour fait générateur un événement se situant au cours de l'exercice suivant celui au cours duquel elle établit ses comptes.

f) Changement de méthode

Il n'y a pas de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice. Il n'y a pas de changement de méthode de présentation.

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

Engagement de retraite

La convention collective de l'association ne prévoit pas des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'association comptabilise au passif ses engagements de retraite calculés conformément à la convention collective des centres sociaux. Compte tenu de l'âge et de l'ancienneté des salariés, la provision est considérée comme nulle cette année.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 1,49 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)



QUANTIN & LACOUR
AUDIT - CONSEIL

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	82 344			83 244
Immobilisations incorporelles	82 344			83 244
- Terrains	165 741			165 741
- Constructions sur sol propre	3 132 407			3 132 407
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	729 533			738 481
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	317 604			326 089
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	4 345 285			4 362 717
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	8 646			8 646
- Prêts et autres immobilisations financières	84			2 584
Immobilisations financières	8 730			11 230
ACTIF IMMOBILISE	4 436 359			4 457 191

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE



QUANTIN & LACOUR
AUDIT - CONSEIL

Notes sur le bilan

Amortissements des Immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	40 080			58 010
Immobilisations incorporelles	40 080			58 010
- Terrains	9 415			10 094
- Constructions sur sol propre	1 050 599			1 155 129
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	613 718			631 824
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	286 936			307 532
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 960 668			2 104 580
ACTIF IMMOBILISE	2 000 748			2 162 589

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE



QUANTIN & LACOUR
AUDIT - CONSEIL

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 373 478 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	2 500		2 500
Autres	84		84
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 272 776	1 272 776	
Autres	20 597	20 597	
Charges constatées d'avance	77 522	77 522	
Total	1 373 478	1 370 894	2 584
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

Produits à recevoir

	Montant
Usagers, produits non facturés	944 154
Fournisseurs - rrr à obtenir	6 714
Charges sociales - produits à recev	587
Etat - produits à recevoir	4 710
Total	956 165



QUANTIN & LACOUR
AUDIT - CONSEIL

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves		237 418		237 418	
Report à Nouveau	163 345		237 418		400 764
Excédent ou déficit de l'exercice	237 418	-237 418	401 666		401 666
Situation nette	400 764		639 085	237 418	802 430
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 749 817			115 065	1 634 752
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	2 150 580		639 085	352 483	2 437 182

Provisions

Tableau des provisions

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	180 000				40 000
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	24 389				26 913
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	204 389				66 913
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		42 524	180 000		
Financières					
Exceptionnelles					



QUANTIN & LACOUR
AUDIT - CONSEIL

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 977 202 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	123	123		
- à plus de 1 an à l'origine	479 305			479 305
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	2 355	2 355		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	410 727	410 727		
Dettes fiscales et sociales	1 030 621	1 030 621		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	24 430	24 430		
Produits constatés d'avance	29 641	29 641		
Total	1 977 202	1 497 897		479 305
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	102 140			
(**) Dont envers les associés				

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	281 057
Fournisseurs - honoraires NP	15 300
Intérêts courus à payer	123
Intérêts courus	1 755
Provis. congés à payer et rtt	35 758
Personnel - autres charges à payer	14 417
Charges soc s/congés à payer et rtt	14 303
Charges sociales - charges à payer	219
Usagers - r.r.r. à établir	18 941
Total	381 874



QUANTIN & LACOUR
AUDIT - CONSEIL

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	77 522		
Total	77 522		

Produits constatés d'avance

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	29 641		
Total	29 641		

Autres informations

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 26 913 euros

Aspects environnementaux

Contributions volontaires

Il n'existe pas de contributions volontaires en nature.

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

annexe legale C3 CFA Assoc 2021

RESSOURCES DE L'ORGANISME

Origine des fonds	Montants 31/12/2021		Montants 31/12/2020	
	En €	En %	En €	En %
Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers				
Entreprises	3 065	0%	16 783	1%
Etat, Collectivités locales, étab. Pub.	-	0%	-	0%
Entreprises : via fongécif, OMA, FAF	1 969 039	72%	2 070 809	82%
Particuliers	1 500	0%	-	-
Sous total I	1 973 604	-	2 087 592	-
Ressources provenant des pouvoirs publics				
Instances européennes	-	-	-	-
Etat, Collectivités locales, etab. Pub.	-	-	-	-
Régions	-	-	-	-
Autres collectivités territoriales	-	-	-	-
Sous total II	0	-	0	-
Autres				
Autres organismes de formation	140 900	5%	87 638	3%
Autres ressources	627 349	23%	354 181	14%
Participations financières apprenants	-	-	-	-
Sous total III	768 249	-	441 819	-
Total des ressources	2 741 853	100%	2 529 411	100%

DECOMPOSITION DES ACTIONS DE FORMATION PAR FINALITE

Finalité des actions	Volumes financiers			
	Montants 31/12/2020		Montants 31/12/2019	
	En €	En %	En €	En %
Diplômantes	2 741 853	100%	2 529 411	100%
Perfectionnement professionnel et qualifiant	-	0%	-	0%
Insertion sociale	-	0%	-	0%
Total des ressources	2 741 853	100%	2 529 411	100%

CONVENTION DE RESSOURCES PUBLIQUES AFFECTEES

Convention	Montant initial	Suivi d'exécution		
		Solde au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Solde en fin d'exercice
Néant				

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE